

Construire et fédérer les mobilisations, il y a URGENCE !

Communiqué du NPA 65

Partie de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP) il y a trois mois, la grève des urgences implique aujourd'hui presque une centaine d'établissements ou de services aux quatre coins du pays. Une manifestation certaine de l'état de délabrement des services publics, dans un contexte où le pouvoir macroniste entend poursuivre ces prochains mois son offensive.

Un mouvement emblématique pour des embauches et les salaires

Jeudi 6 et mardi 11 juin, les personnels urgentistes étaient dans les rues de Paris pour défendre leurs revendications. Mobilisés pour des moyens afin de répondre aux conditions de travail et d'accueil catastrophiques dans les services d'urgence, ils demandent notamment la création de 10 000 postes, la réouverture de lits « pour atteindre l'objectif de zéro brancard dans les couloirs cet été », ainsi qu'une hausse de salaire de 300 euros nets.

Depuis mars, les services d'urgences sont rentrés dans la grève les uns après les autres. La semaine dernière, la décision des soignantEs de l'hôpital Lariboisière à Paris de se mettre collectivement en arrêt maladie afin d'éviter les réquisitions, a marqué une étape.

Le gouvernement répond par le mépris et la répression

À Lons-le-Saunier, ce sont les gendarmes qui sont venus en pleine nuit sonner chez des personnels de l'hôpital pour leur remettre des ordres de réquisition...

Comme toujours, ce gouvernement n'a pour seule réponse que mépris et autoritarisme. La stigmatisation des urgentistes de Lariboisière par la ministre de la Santé Agnès Buzyn - « ils se sont mis en arrêt maladie, c'est dévoyer ce qu'est un arrêt maladie » - en est une marque, ainsi que le recours à la police et à l'armée, la réponse privilégiée de ce gouvernement.

Car ce pouvoir n'a qu'une hâte : reprendre et accélérer ses contre-réformes, dans la santé comme ailleurs. Buzyn veut à tout prix faire adopter avant l'été la loi santé, qui va lui permettre de fermer encore plus de services d'urgences, aggravant la saturation de ceux qui existent, tandis que les déserts médicaux continuent de s'étendre.

S'unir pour ne plus subir

Les revendications des urgentistes, bien des salariéEs du public comme du privé et des usagerEs des services publics pourraient les faire leurs. Ainsi, dans l'éducation, depuis plusieurs mois, enseignantEs et parents se mobilisent contre la loi Blanquer qui articule remises en cause fondamentales du droit à l'éducation, développement des inégalités de traitement et caporalisation des

personnels. Et la bataille n'est pas finie, avec l'appel à la grève dans les écoles le jeudi 13 juin, ainsi que l'appel à la « grève des examens » dans le second degré.

Outre cette offensive généralisée contre les services publics, les retraites sont menacées, avec la perspective de retraite par points, avec un nouveau recul de l'âge de départ et une baisse du montant des pensions... Il en est de même concernant les droits des chômeurs/euses pour lesquels les conditions d'accès aux allocations vont être durcies, pénalisant toujours plus les jeunes et les femmes.

Pour aider les mobilisations à franchir un cap, à obtenir des victoires, il faut unir nos forces, les coordonner. Les organisations (syndicales, politiques ou associatives), les courants et équipes militantes, cette gauche qui veut résister à Macron et au patronat, touTEs doivent se rencontrer et se regrouper pour mener ensemble toutes les actions possibles. Faire reculer le rouleau compresseur macroniste, reconstruire une gauche radicale, anticapitaliste et internationaliste, c'est urgent !

Le NPA65, Tarbes mardi 11 juin 2019